



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

prêts

Question au Gouvernement n° 2017

Texte de la question

ACCÈS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AU CRÉDIT

M. le président. La parole est à M. Olivier Dassault, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Olivier Dassault. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

" Le banquier est cet homme secourable qui vous prête un parapluie quand il fait beau, et vous le reprend dès qu'il commence à pleuvoir. " (*Sourires.*) Cet aphorisme de René Bergeron a fait sourire plusieurs générations de cinéphiles. Hélas, il fait aujourd'hui grincer des dents à bon nombre de chefs d'entreprises.

Même le Président de la République s'en est ému,... (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean-Pierre Brard. Même lui !

M. Olivier Dassault. ...qui a déclaré : " On serre la vis à une entreprise qui a des besoins de trésorerie pour quelques milliers d'euros et on fait perdre des emplois ".

Ayant parfaitement saisi le coeur du problème, vous avez vous-même reçu tout récemment, madame la ministre les représentants des grandes banques françaises.

Aux yeux de mes collègues, et plus particulièrement des députés de " Génération entreprise " (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), la problématique du crédit est cruciale. C'est l'une des conditions de la reprise.

Or, un récent sondage nous apprend que 44 % des patrons de PME disent restreindre leurs investissements et leurs demandes auprès des banques en raison de difficultés d'accès au crédit.

Je rappelle que la Société de financement de l'économie française a prêté 77 milliards d'euros à douze banques. La Société des participations de l'État a, quant à elle, fait bénéficier les cinq principaux réseaux bancaires de près de 20 milliards d'euros.

Ce sont donc 100 milliards qui ont été mobilisés pour permettre aux banquiers de faire leur métier.

Néanmoins, il ne faut pas diaboliser une profession indispensable au bon fonctionnement de l'économie. Les banquiers ont trop été montrés du doigt ces derniers mois. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Notre rôle est aussi de les aider à atteindre leurs objectifs.

Madame la ministre, quels sont les engagements concrets pris par les banques pour cette année 2010, et comment comptez-vous les encourager à retrouver leur audace pour soutenir nos entrepreneurs ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Monsieur le député, le financement des entreprises, des ménages, des collectivités locales est indispensable au bon fonctionnement de notre économie. J'ai réuni jeudi dernier l'ensemble des réseaux bancaires, afin d'examiner comment les banques avaient tenu leurs engagements vis-à-vis du Gouvernement, qui s'est mobilisé pour assurer le financement de l'économie au moment de la crise financière.

Mon commentaire est le suivant. Il est très simple : " Encourageant, mais peut mieux faire ".

Encourageant, pourquoi ? Parce que les banques ont financé l'économie française, et ont augmenté leurs encours de crédit de 2,7 %. Nous leur avons demandé 3 %, elles ont fait 2,7 %. C'est encourageant parce qu'elles sont largement au-dessus de la moyenne européenne, qui est une augmentation des encours de 0,05 %. Les banques françaises, statistiquement, ont mieux financé l'économie que dans le reste de la zone euro.

M. André Chassaigne. Cela dépend de qui elles financent ! Il y a des différences entre les PME et les grands

groupes !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Et quand on examine le détail, elles ont bien financé les collectivités locales, elles ont bien financé les grandes entreprises qui le leur demandaient, elles ont bien financé les ménages.

Mais je dis : " Peut mieux faire, et doit mieux faire ". Car il est clair que les banques, en direction des petites et moyennes entreprises, et particulièrement des PME, doivent faire mieux. Elles ont pris l'engagement de consacrer, au cours de l'année 2010, une enveloppe spécifique de 38 milliards d'euros au financement des entreprises. " Peut mieux faire, donc, et doit mieux faire. " C'est la raison pour laquelle je leur ai demandé d'identifier une enveloppe qui serait spécifiquement dédiée aux crédits de trésorerie. Pour les crédits d'investissement, elles ont su faire,...

M. Maxime Gremetz. On ne prête qu'aux riches !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. ...mais les crédits de trésorerie vont être nécessaires aux petites et moyennes entreprises dans une période de retournement où elles doivent reconstituer leurs stocks et ont des besoins en fonds de roulement.

Deuxièmement, j'ai également demandé aux banques de prévoir un objectif d'augmentation des encours au titre de l'année 2010.

M. André Chassaigne. Il ne faut pas demander, il faut exiger !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. J'espère vivement qu'elles seront au rendez-vous. Elles nous le diront très prochainement, lorsque le Président de la République les recevra. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Dassault](#)

Circonscription : Oise (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2017

Rubrique : Banques et établissements financiers

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 février 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 février 2010